

L'OEA entre l'aboulie d'Almagro et les digressions sentimentales

Image not found or type unknown



Par: Roberto Morejón

La 52e Assemblée générale de l'OEA s'est tenue à Lima, au Pérou, sur fond de tentatives des États-Unis d'imposer leur vision du Venezuela, du Nicaragua, de Cuba et de la guerre en Ukraine, et de scandale lié à ce qu'une enquête journalistique décrit comme une faute éthique de Luis Almagro.

Le Secrétaire d'Etat américain, Anthony Blinken, s'est prononcé sur le conflit en Europe de l'Est, imprégné de la vision occidentale, sans prêter attention au sujet essentiel de la réunion.

En effet, le thème central de l'illustre Assemblée de l'OEA était "Ensemble contre l'inégalité et la discrimination".

Pour les États-Unis, qui fournissent plus de la moitié du budget de l'OEA, la question n'était pas cruciale. Antony Blinken s'en est passé si ce n'est que pour attaquer le Nicaragua et le Venezuela.

Le chef de la diplomatie américaine a eu recours à l'argument éculé selon lequel l'hémisphère devrait exiger que le Venezuela, le Nicaragua et Cuba respectent les droits de l'homme, sans que l'orateur n'examine les outrages commis dans son pays contre les minorités raciales.

Si M. Blinken a réussi à obtenir de l'OEA qu'elle continue à reconnaître le représentant de l'opposant vénézuélien Juan Guaidó, la manœuvre a été compromise lorsque 19 membres de l'organe ont préconisé l'exclusion de l'envoyé du président fantôme.

Il est vrai que l'Assemblée générale a eu des moments de lucidité lorsqu'elle a adopté une résolution pour défendre les droits de l'Argentine sur les îles Malouines et une déclaration de solidarité face à la tentative d'assassinat de la vice-présidente Cristina Fernández.

Mais, l'attention a été détournée du thème central notamment par un article de Los Angeles Times qui a révélé que Luis Almagro avait une relation consensuelle avec une assistante.

Au-delà de la question de jupes, l'allégation, si elle est vraie, porte préjudice à Almagro car le code d'éthique de l'OEA interdit les intimités entre patrons et subordonnés.

Le dossier contre Almagro s'étoffe de jour en jour, après son rôle dans le coup d'État contre le président bolivien Evo Morales et sa prise de contrôle unilatérale des rênes de l'organisation basée à Washington.

Le prétendu faux pas d'Almagro a permis à l'Assemblée générale de ne pas bailler.

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/especiales/comentarios/301430-loea-entre-laboulie-dalmagro-et-les-digressions-sentimentales>



Radio Habana Cuba